

Disparition du vol MH 370 : « Cette enquête nous cache des choses »

lundi 30 juillet 2018, par [Thémis](#)

La disparition de l'avion en 2014 reste inexplicquée mais Ghyslain Wattarelos, qui a perdu sa femme et deux enfants, garde l'espoir d'en connaître les raisons.

Le maigre espoir qu'entretenaient toujours certaines familles a été douché. Le rapport final de l'enquête sur la disparition du vol MH 370 en 2014, rendu public ce lundi, n'a levé aucun mystère. Rien ne permet d'affirmer ce qu'il est arrivé au Boeing 777, volatilisé des écrans radars le 8 mars 2014 après avoir dévié de sa route, malgré des recherches les plus importantes de l'histoire. Différents pays comme l'Australie ou la Chine puis une société privée au printemps dernier ont pourtant sondé un périmètre très large de plus de 100 000 km² au large de l'Australie.

Si certains débris ont été récupérés, aucune trace des 239 passagers n'a jamais été retrouvée.

Ghyslain Wattarelos, qui a perdu sa femme et deux enfants, estime que la vérité lui est cachée mais veut désormais faire évoluer son combat et reprendre le travail.

Avez-vous encore un espoir de connaître la vérité ?

Je n'avais aucun espoir vis-à-vis de cette enquête, qui nous cache des choses, et je n'attendais rien de ce rapport. Il y a quelques éléments nouveaux mais qui ne donneront rien. Mon espoir repose sur le juge français en charge de l'enquête judiciaire, qui, elle, continue. Il va falloir qu'il aille chercher des informations car cette histoire est parfaitement connue d'un certain nombre de gens qui finiront par parler.

Quels sont les éléments dont dispose la justice ?

J'ai régulièrement des échanges avec le juge car je suis partie civile. Le soucis est qu'un certain nombre de pays ne coopèrent pas et ne donnent pas leurs informations, notamment deux États très importants : l'Angleterre et les États-Unis. L'Angleterre refuse de nous donner les données satellitaires Inmarsat d'une société anglaise et de communiquer avec le juge français. Quant au FBI, il est sur place dès le lendemain, mais que vient-il faire ? On ne le sait pas et c'est très surprenant. De même que Boeing n'a jamais rien fourni comme informations. Le juge travaille pour l'instant sur des éléments connus de tout le monde. Quand on étudie de près tout ce qu'il y a dans le rapport, on s'aperçoit qu'il y a des choses qui ne vont pas. Le juge a par exemple échangé avec la Malaisie quand un flaperon (Ndlr : un aileron) a été retrouvé au large du pays mais pour l'instant il ne trouve rien d'important.

Vous disiez il y a quelques mois que la France avait des informations, lesquelles ?

La France a des services secrets, des militaires, les « grandes oreilles » comme on dit. Et on a eu la preuve l'été dernier que la France avait des informations car l'Australie a sorti des photos de débris prises par des militaires français. Pourtant, la France a toujours dit qu'elle n'avait aucune information donc il est évident qu'on nous cache quelque chose voire qu'on sait ce qu'il s'est passé. Un avion ne disparaît pas comme ça ! Les Américains qui surveillent la zone savent ce qu'il s'est passé et donc on doit le savoir aussi. Mais quand le juge demande aux services secrets français ce qu'ils ont, on lui remet un rapport vidé de sa substance. Qu'on nous donne les informations !

La France était très gênée par cette histoire, il y a eu quatre Français morts mais les autorités ne se sont

jamais exprimées. Quatre mois après l'accident, il y a un avion qui tombe en Ukraine avec aucun passager français et François Hollande fait deux communiqués pour demander une enquête internationale. Et quand un Français se fait attaquer n'importe où dans le monde, il y a toujours un communiqué du quai d'Orsay. Mais là, visiblement, il y a une gêne qui me laisse penser que la France est au courant.

Avez-vous eu été reçu par Emmanuel Macron ?

Je ne l'ai pas rencontré car il a refusé de me voir, il ne veut peut-être pas me mentir comme Hollande. Mais j'ai vu il y un mois son directeur de cabinet, Patrick Strozda, qui m'a dit qu'il ne savait rien et qu'il allait se renseigner. Comme il est un peu dans la tourmente [il a été auditionné par le Parlement dans le cadre de l'affaire Benalla], je ne vais pas le relancer tout de suite.

Que répondez-vous à ceux qui vous accusent d'être complotiste ?

Qu'ils lisent mon bouquin ! Quand on m'entend deux minutes à la radio ou dans les médias, on dit que je suis complotiste mais ça m'énerve et c'est pourquoi j'ai écrit un livre. Je ne peux pas expliquer comment et pourquoi j'en suis arrivé là en cinq minutes. Ces gens ne peuvent pas me juger comme ça, je dit juste qu'on me cache la vérité et qu'on connaît la vérité.

Est-ce toujours votre combat personnel au quotidien ?

J'ai fait tout ce que je pouvais faire et je ne vois pas ce que je pourrais faire de plus. Mon combat a évolué car je ne peux pas, moi, aller chercher la vérité. Soit le juge, dont c'est le boulot, y parvient, soit la vérité arrivera à moi. Par exemple quelqu'un pourrait tout d'un coup me contacter, comme un militaire parti à la retraite. Il est donc temps pour moi de faire autre chose et je me suis remis récemment à chercher du boulot. Avant l'accident, j'étais directeur de la stratégie et patron d'une filiale chez Lafarge et je cherche une société internationale qui a besoin de quelqu'un pour l'aider à se développer. Mais mon souci est qu'on continue à parler de cette histoire car on ne peut pas accepter de ne pas avoir de réponses. J'ai mené une enquête personnelle mais je ne suis arrivé à rien, juste à la conclusion qu'on nous cachait la vérité.

Source : Le Parisien

Auteur : Nicolas Berrod

Date : 30/07/2018